

ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE  
GÉOGRAPHIE

<p style="text-align: center;"><u>Sujet :</u> Enseigner « La région, territoire de vie, territoire aménagé » en classe de première</p>
--

**I. Éléments de présentation de la situation professionnelle**

- **Document A :** Extraits du programme de géographie de classe de première ES/L, B.O. spécial n°9 du 30 septembre 2010, et de la fiche Eduscol.
- **Document B :** Manuel de géographie, classe de première L/ES/S, Anne Gasnier et Fanny Maillo-Viel (dir.), Paris, Hachette, 2015, p. 64-65.
- **Document C :** Manuel de géographie, classe de première L/ES/S, Serge Bourgeat et Catherine Bras (dir.), Paris, Belin, 2015, p. 60-61.

**II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle**

- **Document D :** Guy Di Méo, « Région », in Jacques Lévy et Michel Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 776-778.
- **Document E :** Nicolas Escach, « À Caen, l'optimisme ? Comment se faire une place dans la grande Normandie ? », Tribune, *Actu.fr*, publié le 25 janvier 2017. [En ligne]

**Extraits du programme**

**Thème 1 – Comprendre les territoires de proximité**

Questions	Mise en œuvre
Approches des territoires du quotidien	- Un aménagement choisi dans un territoire proche du lycée (étude de cas) - Acteurs et enjeux de l'aménagement des territoires
La région, territoire de vie, territoire aménagé	- La région où est situé le lycée (étude de cas) - La place et le rôle des régions en France et dans un autre pays européen

**Extraits de la fiche Eduscol**

Les régions sont plus vastes que les territoires envisagés lors de l'étude de l'autre question du thème, elles sont pourtant aussi des territoires de vie. En effet, la région constitue le cadre spatial d'un certain nombre d'actions de la vie quotidienne (ex. : suivre des études supérieures, consulter à l'hôpital). De plus, les conseils régionaux prennent des décisions qui ont des effets concrets pour la population. Enfin, il existe dans certains territoires français un sentiment d'appartenance régionale. [...]

Le programme invite à aborder la question à partir d'**une étude de cas** portant sur la région où est situé le lycée et d'**une entrée plus générale** consacrée à la place et au rôle des régions en France et dans un autre pays européen.

Le cas envisagé lors de cette étude est obligatoirement celui de **la région où se situe le lycée**. [...]

L'étude de cas est ensuite mise en perspective par une étude plus large de la place des régions en France et une comparaison avec le cas d'un autre pays européen. Trois points principaux peuvent alors être envisagés :

- **Le découpage régional de la France** et les débats qu'il suscite ;
- **Les compétences des Régions françaises** en soulignant en particulier leur rôle en termes d'aménagement et leur implication dans des actions concrètes au service de la population contribuant ainsi à faire de l'espace régional un territoire de vie ;
- **Les spécificités de l'organisation régionale française par rapport à celle d'un autre pays européen**. Il peut être assez efficace pour montrer cela d'étudier un Etat dans lequel les régions ont une place plus importante qu'en France (ex. : Allemagne, Italie, Royaume-Uni, Espagne). La présentation pourra alors mettre en valeur des différences de structuration institutionnelle, de poids socio-économique et de compétences des régions.

**Document D** : Guy Di Méo, « Région », in Jacques Lévy et Michel Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 776-778.

Voici l'une des notions essentielles, mais aussi des plus polysémiques, voire floues, de la géographie. Elle qualifie, dans son acception la plus large, tout espace découpé et, de ce fait, repéré, objectivé, collectivement signifié. Le terme est issu d'un mot (XII<sup>e</sup> siècle) venant du latin *regio* et qui signifiait : pays, contrée, zone, territoire s'étendant autour d'une ville ou d'un lieu. [...]

La géographie contemporaine considère la région comme une entité spatiale de taille moyenne (entre localité et territoire national), forcément variable d'un pays et d'une époque à l'autre. Certains géographes estiment que le terme doit être vigoureusement débattu et proposent de faire de la région la première échelle de société supérieure au niveau local - ce qui permet de considérer des aires de tailles variables, qui excèdent éventuellement le niveau national. [...]

Comme l'écrit Paul Claval, ni le rôle des contraintes écologiques, ni l'importance des structurations économiques ou politiques « n'épuisent la compréhension des regroupements régionaux ». Par-delà ces approches sectorielles, les géographes ont longtemps recherché une région idéale aux caractères forts et uniques. Elle superposerait l'harmonie physique du milieu, la cohérence culturelle et l'originalité identitaire des groupes humains qui y vivent. Elle afficherait, en plus, la fonctionnalité économique d'une construction socio-historique significative. Elle instaurerait, enfin, un rapport spécifique avec et entre les hommes qui l'habitent.

Instigatrice de cette sorte de « phénoménologie régionale » (recherche de l'*eidōs*, ou essence de chaque région), l'école vidalienne proposa pour la désigner la notion de combinaison régionale. Celle-ci se fonde sur le principe de l'homogénéité et de la singularité des contenus régionaux, sur leur enracinement historique dans un espace. Elle se situe aux antipodes des modèles régionaux ouverts, interchangeables et nomothétiques, conçus par les économistes spatiaux.

Revisitée par la *humanistic geography*, réinterprétée par les représentations d'un individu désormais multiterritorial et mobile, une telle *région géographique*, s'imprime volontiers dans les pratiques, dans l'affect, dans la culture et dans l'imaginaire de chacun. Dès lors, elle a quelque chose à voir avec cette « enveloppe essentielle dans l'organisation de notre espace-temps vécu » que décrit Armand Frémont en s'inspirant d'Abraham Moles. [...]

Cela dit loin d'être une réalité donnée et naturelle, la région correspond toujours à une production-construction d'ordre social, parfois à une manipulation d'essence idéologique et politique. L'une des manières de l'objectiver et de la légitimer réside dans la cartographie : technique qui la décrit mais aussi l'impose à chacun en la donnant à voir. Quoiqu'il en soit, à l'image de la région fonctionnelle, l'espace de la science régionale s'ouvre et se connecte à d'autres lieux, extrarégionaux. La région polarisée en constitue la forme la plus classique. Elle repose sur une armature hiérarchique de villes. Celles-ci vont de la métropole (régionale, nationale ou internationale) aux petites villes en prise directe sur le monde rural ou périurbain qu'elles desservent et qu'elles drainent.

Les sources d'incertitudes et d'angoisses se sont multipliées ces derniers mois à Caen (Calvados). Quelle place la ville tiendra-t-elle dans la réunification de la Normandie, effective depuis le 1er janvier 2016 ? [...] Dans une période où les changements sont rapides, s'inscrivent à plusieurs échelles d'analyse (mondialisation, reconfigurations européennes, réformes territoriales nationales) et ne sont pas toujours faciles à appréhender, le fatalisme serait la pire des voies. [...]

Au moment de la campagne des Régionales, plusieurs collectifs sont apparus afin de défendre un plus grand équilibre au sein de la nouvelle Normandie : « Caen, C... comme Capitale », « Nous sommes Guillaume », « Pour une Capitale normande Réfléchie ». Le débat a aussi été mis en perspective dans des séminaires et sur internet (via le portail L'étoile de Normandie). Ces groupes de réflexion ou d'action ont montré que nous pouvions dépasser notre difficulté, très bas-normande, à communiquer sur nos atouts et nos forces autour d'une réunification prometteuse. [...]

Nous entrons dans une nouvelle période dont nous n'avons pas encore totalement pris conscience. Les autorités publiques de tous les niveaux (élus locaux, régionaux, nationaux), en raison de contraintes budgétaires accrues, de reconfigurations des politiques publiques et d'un rôle croissant des acteurs privés, sont parfois enfermées, malgré de bonnes volontés, dans une approche gestionnaire. Elles n'ont plus le monopole de l'impulsion des initiatives, mais ont encore la capacité de les accompagner, de les coordonner, de les orienter, par exemple dans le cadre de la diplomatie économique. Si les citoyens ont senti cette évolution, ils n'en ont pas tiré toutes les conséquences. Une nouvelle responsabilité incombe, entre autres, à la société civile : celle de concevoir, de repenser, de faire, voire de réparer. Les résidents sont appelés à devenir des habitants, c'est-à-dire à co-construire avec les acteurs traditionnels (autorités publiques, entreprises) l'espace dans lequel ils vivent. Nous avons souvent tendance à nous décharger sur nos élus sans prendre, avec eux, notre part de responsabilité.

À Caen, combien d'entre nous déplorent la fermeture le 30 janvier prochain de la librairie Hémisphères qui s'intégrait dans un réseau de librairies indépendantes de très grande qualité ? Ne sommes-nous pourtant pas responsables, en ayant parfois laissé passer une occasion d'y acheter des livres, optant pour de grandes franchises ? Notre pouvoir est celui de nous informer, de communiquer (en présentant plus volontiers nos atouts en dehors de Caen), d'encourager (en soutenant les initiatives locales, les boutiques indépendantes, en empruntant les lignes de train menacées), d'impulser (en menant des projets de différentes portées), malgré nos propres contraintes (financement, disponibilité). [...] À l'opposé d'un chauvinisme mortifère, nous pouvons rêver une ville ouverte, européenne, nordique, normande, parce que la puissance de son dynamisme mesurera aussi la force de nos initiatives.